

# Intervention Débat Général

## Délégation 04

Ne sous-estimons pas ce qui est à l'œuvre. C'est bien la dislocation de notre modèle social et de ses mécanismes de solidarité qui est orchestré, aidé en cela par une police aux ordres. Sa violence atteint d'ailleurs des sommets inégalés sous les ordres d'un ministre malheureusement issu de notre département – nous vous demandons de bien vouloir accepter nos excuses.

**CAP22, loi Blanquer, réforme des retraites : tout concourt à ce même objectif de destruction.**

Dans le domaine de l'Éducation, le ministre a l'ambition de transformer le système éducatif en profondeur. Et pas dans le bon sens, c'est le moins qu'on puisse dire. S'il s'est laissé piéger à devoir porter une loi de principe, axée essentiellement sur la gouvernance du premier degré et le mettant en lumière à son grand dam ; c'est surtout par un pilotage agressif s'appuyant sur un protocole d'évaluation abscons et omniprésent qu'il compte parvenir à ses fins. Il agit ainsi de façon pernicieuse, de biais : c'est en ce sens que son approche est redoutable.

**Et c'est pourquoi nous devons le contrer coûte que coûte. Et au plus vite.**

Dans notre département, plus de 50% des enseignant-e-s ont boycotté les évaluations en septembre, et c'est 78% qui ont résisté au mois de janvier. Un record de France, selon notre administration, qui a entraîné 2 courriers menaçants et particulièrement agressifs. Ce taux de blocage est alors tombé à 14%, ce qui a permis à notre IA d'envoyer des lettres d'admonestation versées au dossier des collègues. C'est notre impréparation et plus généralement notre isolement qui nous a plombés. Cela ne doit pas se reproduire.

Pour éviter toute nouvelle déconvenue et pour entraîner le plus grand nombre avec nous, personnels enseignants comme usagers, il nous faut mettre en place **dès aujourd'hui** une véritable stratégie de résistance à court, moyen et long terme. **Actes de désobéissance, d'obstruction sont à accompagner, à orchestrer et à relayer. Il nous faut être prêts pour la rentrée en proposant une campagne très offensive dès à présent.**

C'est dans ce sens que le Conseil Syndical du 04 s'associe aux sections qui appellent à la grève le 13 mais surtout le 17 juin en relation avec le SNES. Nous sommes conscients que chez nous, dans un département rural et montagnard isolé, notre capacité à mobiliser sera légèrement en dedans – même si nous avons montré lors des dernières journées d'action qu'il n'était pas forcément nécessaire d'être nombreux pour se faire voir et entendre, à condition d'être inventifs... et insolents.

**C'est la suite, c'est la rentrée prochaine qu'il faut viser. Et viser haut et fort !**